

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER DE CONSULTATION

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 045-25-CO

**Expertise pour la préparation et le placement
d'une émission obligataire**

TABLE DES MATIERES

AVIS DE CONSULTATION	4
OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX	4
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES	3
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS.....	4
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE	5
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	7
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION.....	7
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	8
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU CONTRAT	9
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION	9
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	9
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	11
ANNEXE I : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
ANNEXE II : MODELE PROPOSITION FINANCIERE POUR UNE OPERATION D'EMISSION OBLIGATAIRE ...	1
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER.....	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT.....	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE.....	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE.....	6

ARTICLE 13 :	FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 :	DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 :	CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 15 :	MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 16 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 17 :	DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU CONTRAT	7
ARTICLE 18 :	VALIDATION DES LIVRABLES	7
ARTICLE 19 :	PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT ET CONTEXTE GENERAL	8
ARTICLE 20 :	PRINCIPAUX OBJECTIFS	8
ARTICLE 21 :	CONSISTANCE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 22 :	EQUIPE PROJET ET BUDGET TEMPS A INVESTIR DANS LA MISSION	10
ARTICLE 23 :	COORDINATION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 24 :	MONTANT DE L'EMISSION OBLIGATAIRE	11
ARTICLE 25 :	SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 26 :	PENALITE DE RETARD	12
ARTICLE 27 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 28 :	MODALITES DE PAIEMENT	12
ARTICLE 29 :	RECEPTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 30 :	DELAJ DE GARANTIE	13

AVIS DE CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N°045-25-CO

Le **vendredi 21 mars 2025 à 11 heures**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'appel d'offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à la consultation ouverte sur offres de prix concernant : **Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire.**

Le dossier de la consultation peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V). Il peut également être téléchargé à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **3 600 000,00DH.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 8, 9, 10, 11 et 12 du règlement de la consultation.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) au plus tard le **vendredi 21 mars 2025 à 10h00**;
- 2) Soit les remettre au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus **ne sont pas admis.**

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 045-25-CO

**Expertise pour la préparation et le placement
d'une émission obligataire**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION	3
ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES	3
ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS	4
ARTICLE 07 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE	5
ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	7
ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE	7
ARTICLE 13 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	7
ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES	8
ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS.....	8
ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU CONTRAT	9
ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION	9
ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION.....	9
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	11
ANNEXE I : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
ANNEXE II : MODELE PROPOSITION FINANCIERE POUR UNE OPERATION D'EMISSION OBLIGATAIRE ...	1

REGLEMENT DE CONSULTATION

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement concerne la consultation relative à : **Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire.**

La consistance des prestations demandées figure dans le Cahier des prescriptions spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION

Le présent contrat est passé dans les formes et selon les règles du droit commun tel que défini à l'article 4, paragraphe 7 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 04 : DESIGNATION DES PARTIES PRENANTES

Dans tout ce qui suit :

Les termes « Maître d'ouvrage », « Acheteur », « Office » et « ONDA » désignent l'Office National des Aéroports ;

Les termes « Candidat », « concurrent » et « soumissionnaire » désignent toute personne physique ou morale répondant à la consultation ;

Les termes « contractant », « consultant », « société », « fournisseur », « titulaire » et « prestataire » désignent l'attributaire du contrat.

ARTICLE 05 : CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Le dossier de la consultation comprend :

1. L'avis de la consultation ;
2. Le règlement de la consultation ;
3. Le cahier des prescriptions spéciales ;
4. Le modèle bordereau des prix détails estimatifs ;
5. Tout autre modèle joint au présent dossier.

Les textes réglementaires suivants font également partie du dossier de la consultation :




- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat le cas échéant ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du contrat issu de la présente consultation.

Le concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation. Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

Bien que non jointes au dossier de la consultation, le concurrent est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au contrat objet de la présente consultation. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS OU RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander à l'ONDA, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant la consultation ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

	Adresse	Département des Achats Office National des Aéroports Aéroport Mohammed V – Nouaceur
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
	E-mail	achats@onda.ma

Cette demande n'est recevable que si elle parvient à l'ONDA au moins **05 jours ouvrables** avant la date prévue pour la séance d'ouverture de plis.

Aussi, toute réclamation d'un concurrent doit être introduite **à partir de la date de la publication** de l'avis de la consultation ou de l'envoi des lettres circulaires y afférentes, le cas échéant et **au plus tard cinq (05) jours** après avoir pris connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre qui lui ont été notifiés par le maître d'ouvrage conformément à l'**article 18 « RESULTATS DE LA CONSULTATION »** ci-après.

Important : Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

ARTICLE 07 : MODIFICATIONS AU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement ou réclamation formulée par un concurrent, l'ONDA peut modifier par voie de rectificatifs le dossier de la consultation sans en changer l'objet.

La modification sera notifiée par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine à tous les concurrents qui auront retiré les documents de la consultation et leur sera opposable.

Lorsque les modifications nécessitent le report de la date prévue pour la réunion de la commission d'ouverture des plis, ce report fera l'objet d'une publication et sera notifié par écrit, par email ou par tout moyen de communication donnant date certaine aux concurrents ayant retiré le dossier de la consultation.

ARTICLE 08 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

ARTICLE 09 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter, **en plus du Cahier des prescriptions spéciales paraphé à chaque page et signé à la dernière page par le concurrent**, les pièces suivantes :

- **Un dossier administratif.**
- **Un dossier de qualifications professionnelles.**
- **Un dossier additif, le cas échéant.**
- **Une offre technique, le cas échéant.**

- **Une offre financière.**

I. Le dossier administratif comprend :

A1. En cas de groupement, un exemplaire de la convention de la constitution du groupement doit être présenté. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement (Solidaire ou conjoint), le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

II. Le dossier de qualifications professionnelles comprend :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier de qualifications professionnelles composé des pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

III. Le dossier additif comprend :

Lorsque le dossier additif est exigé, les concurrents doivent fournir toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

IV. L'offre technique comprend :

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée, les concurrents doivent fournir toutes les pièces y afférentes détaillées dans les dispositions particulières ci-après (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

V. L'offre financière comprend :

F1. Le bordereau des prix-détail estimatif et le cas échéant, le sous-détail des prix ou tout autre document exigé, établis conformément aux modèles du dossier de la consultation, dûment signés et cachetés par le représentant habilité à engager le concurrent.

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'offre du concurrent doit être présentée en un seul exemplaire sous **un pli fermé et cacheté** portant :

- | |
|---|
| <ul style="list-style-type: none">- Le nom, l'adresse électronique et l'adresse du concurrent ;- L'objet et la référence de la consultation ;- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ; |
|---|

- La liste des dossiers et/ou des pièces contenues dans le pli ;
- L'avertissement que « **le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission lors de la séance d'ouverture des plis** ».

Ce pli doit contenir **toutes les pièces énumérées au niveau de l'article 9 ci-dessus « Contenu des dossiers des concurrents »** :

ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, à la **Cellule Interface Achats au Département des Achats, situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'aéroport Casablanca Mohammed V-Nouaceur)** ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis de la consultation pour la séance d'ouverture des plis.

NB : Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 12 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le cautionnement provisoire n'est pas exigé dans le cadre de cette consultation.

ARTICLE 13 : DELAIS DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAIS DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, la commission de l'ouverture des plis estime ne pas être en mesure d'exercer son choix, l'ONDA peut proposer, par lettre accusé de réception ou par courriel la prolongation de ce délai. Seuls les concurrents qui ont donné leur accord par lettre ou par courriel adressés à l'ONDA restent engagés pendant ce nouveau délai.

L'approbation du contrat doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date d'ouverture des plis. Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé conformément au deuxième alinéa du présent article, le délai d'approbation est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du contrat.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis de l'ONDA.

Lorsque l'ONDA décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé au paragraphe 3 du présent article, lui proposer par lettre

avec accusé de réception, par courriel ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire déterminée.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par l'ONDA.

ARTICLE 14 : MODIFICATION ET RETRAIT DES OFFRES

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée à l'ONDA.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues dans le présent règlement, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 15 : OUVERTURE, EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

L'ouverture, l'examen et l'évaluation des offres des concurrents se feront comme suit :

Étape 1 : Ouverture des plis ; séance publique.

L'ouverture des plis contenant les dossiers administratifs et de qualifications professionnelles, les dossiers additifs le cas échéant, les offres techniques le cas échéant et les offres financières de tous les concurrents **se fera de manière simultanée.**

Étape 2 : Examen et évaluation des offres, à huis clos ;

Dans cette étape, la commission s'assure **de la présence et de la conformité** des pièces des dossiers administratifs et de qualifications professionnelles, des dossiers additifs le cas échéant, des offres techniques le cas échéant et des offres financières fournies par les concurrents.

L'évaluation de la conformité des offres des concurrents est effectuée suivant les exigences du présent règlement de consultation et du cahier des prescriptions spéciales.

La commission peut, avant de se prononcer, consulter tout expert ou technicien ou constituer une sous-commission pour analyser les offres des concurrents.

La commission peut demander par écrit, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs offres, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA. Ces éclaircissements doivent se limiter aux documents contenus dans lesdites offres.

De même et dans l'objectif d'assurer l'efficacité de la commande publique et de garantir le choix de l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse pour l'ONDA, la commission se réserve le droit de demander, **lorsqu'elle juge opportun, au concurrent ayant présenté l'offre la plus avantageuse, tout éclaircissement, confirmation, rectification, levée de discordance ou complément de dossier concernant son offre**, par écrit, par email ou par

tout autre moyen de communication donnant date certaine, en lui fixant un délai raisonnable sauf urgence pour l'ONDA.

De ce fait, les éléments de réponse du concurrent et le cas échéant, les pièces produites par lui suite à la demande de la commission, doivent être fournis **selon les conditions fixées** dans la demande de ladite commission.

La commission écarte tout concurrent dont l'offre ayant une insuffisance sur l'un des éléments exigés au niveau de **l'article 9 « Contenu des dossiers des concurrents » ci-dessus et/ou** n'ayant pas donné une suite favorable à la demande de la commission mentionnée dans les **paragraphes 4 et 5** de la présente étape.

À l'issue de cette étape, la commission propose à l'autorité compétente de retenir **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

NB : La commission se réserve le droit, si nécessaire, de demander au maître d'ouvrage de procéder à l'authentification des pièces fournies par un concurrent.

ARTICLE 16 : ATTRIBUTION DU CONTRAT

Après admission des concurrents à l'issue de **l'étape 2 de l'article 15 ci-dessus**, le contrat sera attribué au concurrent ayant proposé **l'offre la plus avantageuse**, tel que détaillé dans les dispositions particulières ci-dessous (**Cf. Chapitre 2 du présent règlement de consultation**).

Dans le cas où plusieurs offres jugées les plus avantageuses sont tenues pour équivalentes, tous éléments considérés, la commission, pour départager les concurrents, procède entre eux à un tirage au sort.




ARTICLE 17 : ANNULATION DE LA CONSULTATION

L'autorité compétente peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du contrat, annuler la consultation. En cas d'annulation, les concurrents ou l'attributaire ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 18 : RESULTATS DE LA CONSULTATION

Le maître d'ouvrage informe, **par lettre avec accusé de réception, par email ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine**, le concurrent attributaire du contrat de l'acceptation de son offre. Cette notification est adressée dans un délai maximum **de quinze jours (15) jours** à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Aussi, tout concurrent qui désire prendre connaissance des résultats de la consultation et/ou des éventuels motifs de l'éviction de son offre peut en faire la demande au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par **voie électronique, exclusivement**, aux coordonnées suivantes :

<hr/>		Département Achats
	Adresse	Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
<hr/>	<hr/>	
	Boîte postale	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
<hr/>	<hr/>	
	E-mail	achats@onda.ma
<hr/>		<hr/>

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au plus tard **trente (30) jours** suivant la date d'ouverture des plis.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire.

Article 09-II : Contenu des dossiers des concurrents – Dossier de qualifications professionnelles

Q1. Une **note** indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

Q2. Fournir au moins **une (1) attestation de référence originale** ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté **des prestations d'assistance à la préparation et au placement d'émission obligataire d'un montant supérieur ou égal à 1 Milliard de MAD**. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Les montants des prestations et du placement y afférent ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**Entre 2014 et 2025**).

Article 09-III : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 09-IV : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée.

Articles 15 & 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du contrat

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés comme suit :

NB : L'évaluation des offres sera effectuée, suivant la grille ci-dessous, sur la base des propositions financières **pour une émission obligataire**, dont les données économiques et financières et le modèle y afférent sont dans l'**ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

La grille d'évaluation des offres tient compte des 2 critères suivants :

NPFa : Prime de risque moyenne	80 points	<ul style="list-style-type: none"> • Prime de risque moyenne estimée la plus basse = 80 points • Prime de risque moyenne estimée la plus élevée = 0 point
---------------------------------------	------------------	---

		<ul style="list-style-type: none"> • Prime de risque des autres offres : Nombre de point calculé en fonction du nombre d'offres reçues. Ainsi, les autres offres reçues seront notées sur la base du classement des offres reçues. <p>Exemple : Nombre d'offres restantes : 5 Notation : 80 points / 4 offres = 20 Note de l'offre classée première parmi les offres restantes : 60 points Note de l'offre classée deuxième : 40 points</p>
NPFb : Commission de conseil et de placement de l'offre financière	20 points	<ul style="list-style-type: none"> • Commission de conseil la plus basse : 20 points • Commission de conseil la plus élevée : 0 point • Commission de conseil des autres offres : Nombre de point calculé en fonction du nombre d'offres reçues Ainsi, les autres offres reçues seront notées sur la base du classement des offres reçues.
Total	100 points	
Note globale = NPFa + NPFb		
L'offre retenue sera l'offre ayant obtenue la note globale la plus élevée et sera considérée comme l'offre la plus avantageuse .		

ANNEXE I : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° : 045-25-CO****Objet : Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire**

N° PRIX	DESIGNATION	UDM	QUANTITE	PU HORS TVA EN MAD EN CHIFFRES	PT HORS TVA EN MAD EN CHIFFRES
1	Phase 1 : Conseil, arrangement, communication et mise en place de l'émission obligataire et son calendrier	Forfait	1		
2	Phase 2-1 : Placement privé de l'émission obligataire, gestion et domiciliation – 1 ^{ère} TRANCHE	Forfait	1		
3	Phase 2-2 : Placement privé de l'émission obligataire, gestion et domiciliation – 2 ^{ème} TRANCHE	Forfait	1		
TOTAL HORS TVA EN MAD					
TVA 20%					
TOTAL TVA COMPRISE EN MAD					

Signature et cachet

ANNEXE II : MODELE PROPOSITION FINANCIERE POUR UNE OPERATION D'EMISSION OBLIGATAIRE
CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX N° : 045-25-CO
Objet : Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire
A. Données économiques et financières de l'opération de l'émission obligataire :

1. Montant de l'émission	2,5 Milliards MAD
2. Durée/maturité	15 ans
3. Taux	Deux (2) tranches : 50% Taux fixe et 50% Taux variable
4. Modalités de remboursement	Amortissable

B. Proposition financière de l'opération de l'émission obligataire :

Composant de la proposition	Unité de compte	Proposition financière
i. Prime de risque moyenne (*)	En points	
ii. Commission de conseil et de placement de l'offre financière (**)	Montant HT	

(*) Préciser la prime de risque moyenne calculée selon un intervalle Min / Max pour une émission d'un emprunt obligataire avec 2 tranches : 50% du montant de l'émission en taux fixe et 50% en taux variable.

(**) Les commissions de conseil et de placement doivent intégrer l'ensemble des commissions Maroclear, AMMC, etc. et conseil juridique.

Signature et cachet

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CONSULTATION OUVERTE SUR OFFRES DE PRIX
N° 045-25-CO

**Expertise pour la préparation et le placement
d'une émission obligataire**

TABLE DES MATIERES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES	4
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE	5
ARTICLE 07 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 08 : RESILIATION	5
ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	6
ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 16 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 17 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU CONTRAT	7
ARTICLE 18 : VALIDATION DES LIVRABLES	7
ARTICLE 19 : PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT ET CONTEXTE GENERAL	8
ARTICLE 20 : PRINCIPAUX OBJECTIFS	8
ARTICLE 21 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 22 : EQUIPE PROJET ET BUDGET TEMPS A INVESTIR DANS LA MISSION	10
ARTICLE 23 : COORDINATION DES TRAVAUX	11
ARTICLE 24 : MONTANT DE L'EMISSION OBLIGATAIRE	11
ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 26 : PENALITE DE RETARD	12
ARTICLE 27 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 28 : MODALITES DE PAIEMENT	12
ARTICLE 29 : RECEPTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 30 : DELAI DE GARANTIE	13

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V - Nouaceur.

D'une part,

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

Désigné ci-après par « Titulaire », « Prestataire » ou « Conseiller financier »

D'autre part,

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet : **Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire**, tel que décrit dans les clauses techniques du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU CONTRAT

Le présent contrat est passé dans les formes et selon les règles du droit commun, tel que défini à **l'article 4 paragraphe 7** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Les pièces constitutives du présent contrat sont :

- 1) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 2) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif (BDP-DE) et son annexe ;
- 4) Le C.C.A.G.EMO.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent contrat, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du contrat et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent contrat est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire

clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (C.C.A.G. EMO) exécutés pour le compte de l'Etat ;

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent contrat. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 07 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du contrat, sur demande et sans frais, une copie du contrat portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du contrat, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n° 112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du contrat ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 08 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent CPS, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le contrat pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du C.C.A.G. EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le contrat dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent contrat conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 09 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur, du présent contrat interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

ARTICLE 10 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G. EMO.

ARTICLE 11 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le contrat sera interprété conformément au droit Marocain.

ARTICLE 13 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Le titulaire s'engage à présenter le présent contrat à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du contrat enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 14 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au taux de **10%** sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du contrat. Pour les Entreprises originaires de pays ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.
- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au taux de **20%** sur le prix de ces prestations.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 15 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent contrat est la **Direction Finances et Contrôle de Gestion**.

ARTICLE 16 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent contrat porte sur une prestation de **service** dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

En établissant ses prix, le conseiller financier est réputé avoir tenu compte de toutes les incidences de l'exécution des prestations de la présente mission.

Les prix forfaitaires du présent contrat comprennent les droits, impôts, taxes frais généraux, frais de déplacement et d'une façon générale toutes les dépenses nécessaires à l'exécution de la présente mission, y compris les frais réglementaires relatifs à cette émission payables au profit : **(1)** de l'Autorité Marocaine des Marchés de Capitaux (AMMC), **(2)** du Dépositaire Central des Valeurs Mobilières Maroclear, payables par l'ONDA au profit de ces organismes, avec présentation des pièces justificatives.

ARTICLE 17 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU CONTRAT

Le délai d'exécution de la **phase 1** du présent contrat est de **6 (six) mois** à compter de la date de l'ordre de service de commencement des prestations. Le délai de validation des livrables par l'ONDA n'est pas compris dans ce délai.

Pour la phase 2, le délai d'exécution court à compter de l'ordre de service de commencement partiel de la phase 2 jusqu'à la réalisation des 2 émissions prévues dans le présent contrat **sans dépasser deux (2) années**.

ARTICLE 18 : VALIDATION DES LIVRABLES

A l'issue de chaque phase/émission, l'ONDA procédera à la validation des livrables. Trois situations peuvent se présenter :

- Acceptation du livrable/rapport sans réserve ;
- Demande de modifications/améliorations. Le prestataire doit remettre le livrable/rapport dans un délai de **dix (10) jours maximum** à compter de la date de la communication des observations. Ce délai est compris dans le délai contractuel du contrat.
- Refus motivé du livrable/rapport pour insuffisances dûment justifiées. Dans ce cas, le prestataire est tenu de soumettre dans un délai de **quinze (15 jours)** un nouveau livrable/rapport. Ce délai est compris dans le délai contractuel du contrat.

Les délais que se réserve l'ONDA pour approuver les livrables/rapports, ne sont pas compris dans le délai d'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 19 : PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT ET CONTEXTE GENERAL

L'Office National Des Aéroports est un établissement public à caractère industriel et commercial en charge du développement et de l'exploitation des aéroports nationaux, de la gestion de la navigation aérienne et de la formation dans les domaines de l'aviation civile.

Les chiffres clés de l'exercice 2023 de l'ONDA sont :

- Chiffre d'affaires de 4 710 Millions de DH
- Résultat d'exploitation de 1 401 Millions de DH
- Résultat net de 1 066 Millions de DH
- Total actif de 15 157 Millions de DH
- Total des immobilisations corporelles nettes de 11 339 Millions de DH
- Total des capitaux propres et assimilés de 5 036 Millions de DH

ARTICLE 20 : PRINCIPAUX OBJECTIFS

Le titulaire du présent contrat, désigné aussi ci-après par Conseiller financier, doit assurer la mission de conseil et d'assistance à la préparation et au placement d'un emprunt obligataire **par placement privé**.

En effet, dans le cadre de sa politique de financement, l'ONDA envisage d'émettre un emprunt obligataire sur le marché financier Marocain pour une **enveloppe globale maximale de 2.5 milliards de DH** en 2 tranches à partir de 2025 et ce, afin de financer ses projets de développement inscrits dans son programme d'investissement.

Sur le plan des capacités aéroportuaires, les projets d'infrastructure majeurs portent sur :

- La construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Tanger
- Le réaménagement et l'extension du terminal de l'aéroport d'Agadir
- La construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Marrakech

ARTICLE 21 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Partant des objectifs cités ci-dessus, les prestations attendues par l'ONDA se déclinent comme suit :

Phase 1 : Conseil, arrangement, communication et mise en place de l'émission obligataire et son calendrier

Le Conseiller financier doit assister l'ONDA dans l'accomplissement de toutes les démarches et les formalités exigées par la réglementation en vigueur auprès de toutes les parties prenantes (Autorité, investisseurs, prêteurs, analystes, journalistes, etc.).

A titre indicatif, les aspects suivants devront être considérés :

- Appréciation de la situation financière et d'endettement de l'ONDA et ses conditions de financement actuelles ;
- Analyse du marché obligataire long terme sur les trois dernières années et les perspectives du marché dans les années à venir et proposition de scénarii ;
- Appui technique et assistance dans l'élaboration des différents rapports et documents destinés aux investisseurs et prêteurs ;
- Détermination, en concertation avec l'ONDA, du mode de l'émission et des caractéristiques des titres à émettre (type d'obligations, prime de risque, taux de référence, taux facial, mode de remboursement, etc..) et proposition d'un schéma de placement optimal (Investisseurs cibles, méthodes d'allocation, formule avec ou sans garanti de l'Etat etc...) ;
- Proposition, en concertation avec l'ONDA d'un échéancier indicatif pour les émissions obligataires permettant d'assurer la régularité de la présence de l'ONDA sur le marché et optimiser la gestion de sa trésorerie ;
- Mise en place, en concertation avec l'ONDA, d'un syndicat de placement. L'ONDA se réserve le droit de demander au conseiller de lui proposer un nouveau syndicat de placement s'il le juge nécessaire pour le bon aboutissement de ses émissions.
- Elaboration du prospectus ainsi que tout autre document nécessaire pour l'obtention du visa de l'AMMC ;
- Etablissement de tout autre document ou rapport exigés par la réglementation en vigueur ou pour les besoins de la réalisation des opérations d'émission obligataire ;
- Centralisation de l'ensemble des documents à soumettre à l'AMMC, du dépositaire central MAROCLEAR, la bourse de Casablanca s'il y a lieu.

Pour les caractéristiques dont la détermination dépend étroitement des conditions de marché au moment de l'émission, le conseiller proposera plusieurs scénarii nuancés en fonction de différentes conditions prévisibles du marché, scénarii à hiérarchiser au regard de leur adéquation aux objectifs fixés.

La démarche préconisée ci-dessus est donnée à titre indicatif, la méthodologie qui sera suivie pour répondre aux objectifs précités est précisée dans l'offre technique du titulaire.

Cette phase s'achève à l'élaboration de la note définitive d'information de l'Emission.

Phase 2 : Placement privé de l'émission obligataire, gestion et domiciliation (1^{ère} et 2^{ème} tranche)

Le conseiller financier s'engage à assurer les émissions obligataires non garanties par l'Etat par placement privé à travers :

- La proposition d'une offre de syndicat de placement qui demeure sous sa responsabilité en accord avec l'ONDA.
- L'identification des investisseurs potentiels qui seraient intéressés par les titres émis par l'ONDA.
- La promotion et le placement des titres émis auprès des investisseurs.
- La centralisation des ordres de souscription et l'allocation des titres émis.

L'objectif est de mettre à disposition de l'ONDA les fonds nécessaires à la mobilisation de l'emprunt obligataire.

Le conseiller financier est responsable de la prise en charge de l'ensemble des formalités administratives liées à la mise en place de cet emprunt obligataire, notamment l'inscription auprès du dépositaire central des titres émis par l'ONDA. Il est responsable également de la gestion et du suivi des paiements liés à cet emprunt.

La commission de placement doit intégrer l'ensemble des commissions et frais accessoires (Maroclear, AMMC, etc. et conseil juridique).

ARTICLE 22 : EQUIPE PROJET ET BUDGET TEMPS A INVESTIR DANS LA MISSION

L'équipe du Conseiller financier doit être composée de personnes ayant les qualifications et l'expérience nécessaires à la bonne exécution des prestations objet du présent contrat.

Les membres de l'équipe d'intervention doivent obligatoirement remplir les conditions suivantes :

- **Le chef de projet** doit avoir au moins un diplôme de **BAC+5** en finance ou équivalent, au moins **10 ans** d'expérience en matière de conseil financier et au moins **3** expériences en émission obligataire.
- Les autres membres de l'équipe (**au moins un**) doivent avoir un diplôme de **BAC+5** en finance ou équivalent, au moins **5 ans** d'expérience en matière de conseil financier.
- Disposer de toute autre compétence pouvant contribuer au bon déroulement de cette mission.

Sauf dans le cas où l'ONDA en aurait décidé autrement, aucun changement ne sera apporté aux membres de l'équipe du Conseiller. Si pour des raisons au-delà du contrôle possible du Conseiller, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres, le Conseiller

devra alors le remplacer par une personne dont la qualification et l'expérience sont jugées acceptables par l'ONDA.

Par ailleurs, dans le cas où l'ONDA découvre qu'un des membres de l'équipe s'est rendu passible d'un manquement sérieux ou est poursuivi pour crime ou délit ou s'il a des raisons suffisantes pour être non satisfait du comportement d'un des membres de l'équipe, le Conseiller devra alors le remplacer par une personne dont la qualification et l'expérience sont jugées acceptables par l'ONDA.

En cas de départ d'un membre de l'équipe de travail chargée de la mission ONDA, le prestataire est dans l'obligation de le remplacer immédiatement par un consultant disposant des mêmes qualifications que son précédent.

Le changement devra être soumis à l'accord préalable de l'ONDA.

ARTICLE 23 : COORDINATION DES TRAVAUX

Pour la coordination des prestations, l'ONDA mettra en place un comité de pilotage qui aura pour mission de valider les livrables de la mission.

Le conseiller financier devra prendre part aux réunions de ce comité de pilotage qui seront programmées régulièrement au siège de l'ONDA.

ARTICLE 24 : MONTANT DE L'EMISSION OBLIGATAIRE

L'enveloppe globale maximale allouée pour l'émission obligataire est de 2.5 milliards de DH qui sera réparti en 2 tranches. Chaque levée à émettre sera entre 1 et 1.5 Milliards Dh sans dépasser le montant maximal prévu.

A l'issue de **la phase 1** et compte tenu de ses résultats, l'ONDA approuvera un calendrier pour l'émission obligataire. Ce calendrier peut être revu si les conditions de l'ONDA ou celles du marché l'exigent.

ARTICLE 25 : SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

▪Documents et information concernant le présent contrat :

Le titulaire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce contrat, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune tiers partie.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document autre que le contrat lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retournés à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

▪Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujetti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent contrat, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le contrat.

▪Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

Le Titulaire s'engage à la discrétion absolue à l'égard de toutes les données, les informations ou les documents dont il aura eu connaissance en raison de l'exercice de sa fonction, et ce, pendant toute la durée de la réalisation de la mission et également après la fin du contrat.

En aucun moment et sans l'autorisation préalable de l'ONDA, le Titulaire ne peut communiquer à des tiers la teneur des livrables qu'il aura fourni.

ARTICLE 26 : PENALITE DE RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations définies par le présent contrat ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévue par ce contrat, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG EMO, une pénalité d'**un pour mille (1‰)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus, par jour de retard.

La pénalité est plafonnée à **dix pour cent (10 %)** du montant initial du contrat, éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du contrat sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG EMO.

Les pénalités prévues ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constat de non-conformité aux prescriptions du contrat.

ARTICLE 27 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF - RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3 %)** du montant initial du contrat conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G EMO.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les **trente (30) jours** suivant la notification de l'approbation du contrat. Si le titulaire ne réalise pas ce cautionnement dans ce délai, il lui sera appliqué une pénalité d'**un pour cent (1%)** du montant initial du contrat et ce conformément aux dispositions de l'article 15 du CCAG-EMO.

b) Retenue de garantie : Par dérogation aux dispositions l'article 40 du C.C.A.G.EMO, aucune retenue de garantie ne sera opérée au titre du présent contrat.

ARTICLE 28 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent contrat en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire détaillé ci-après :

Banque	
Agence	
RIB/IBAN	

Les paiements du présent contrat seront effectués par phase :

- **Phase 1 : A la Remise de la note d'information de l'émission**
- **Phase 2 :**
 - o **Après le Placement de la tranche 1**
 - o **Après le Placement de la tranche 2**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix (90) jours FDM** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires.

Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la réalisation des prestations objet du présent contrat.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

ARTICLE 29 : RECEPTION DES PRESTATIONS

A l'issue de chaque phase et sous phase (2-1 et 2-2), un procès-verbal de réception partiel sera établi et signé par les personnes habilitées de l'ONDA.

La réception provisoire des prestations sera effectuée conformément aux dispositions définies par l'article 49 du CCAG EMO. Compte tenu de la nature des prestations, chaque phase sera sanctionnée par une réception partielle distincte.

La dernière réception partielle fait foi de réception définitive des prestations objet de ce contrat, elle sera prononcée par le maître d'ouvrage dès l'achèvement des prestations correspondantes à la dernière phase.





Les réceptions seront constatées par des procès-verbaux signés par les soins du maître d'ouvrage.

ARTICLE 30 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du CCAG EMO et compte tenu de la nature des prestations aucun délai de garantie n'est prévu dans le cadre du présent contrat.

Consultation ouverte N° 045-25-CO

Expertise pour la préparation et le placement d'une émission obligataire

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
 H. SAADI Chef du Département des Achats	 kamal Rahhaoui Le Directeur des Achats et de la Logistique
Direction Générale de l'ONDA	
 Adel El Fakir Directeur Général Office National Des Aéroports  25 FEV. 2023	
Concurrent	
CPS lu et accepté sans réserve	